

## **2015, année du développement et du climat : la France baisse encore et toujours son aide au développement !**

**Paris, le 8 avril 2015 – L'OCDE publie aujourd'hui les chiffres de l'aide publique au développement (APD) engagée par ses membres en 2014. Cette année encore, la France se distingue par la faiblesse de son effort en matière de solidarité internationale. A cette irresponsabilité s'ajoute une orientation des crédits de plus en plus éloignée des besoins des populations les plus vulnérables.**

En 2014, la France avait fait le pari de l'ambition pour sa politique de développement et de solidarité internationale. A l'ordre du jour : une loi d'orientation pour la coopération au développement et la mise en place du Conseil national de développement et de solidarité internationale. Sur le plan budgétaire, on repassera ! Pour la quatrième année consécutive, l'effort de la France se réduit de 9 %, à un niveau historiquement bas de 0,36 %.

*« Le choix politique fait par la France demeure incompréhensible et pénalise les populations les plus vulnérables dans une année où les efforts doivent au contraire redoubler. Le décalage entre le discours du renouveau des politiques et la réalité de la coupe des crédits est d'autant plus difficile à supporter », s'alarme Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.*

Avec les conférences sur le financement du développement en juillet, sur les Objectifs du développement durable (ODD) en septembre, et la COP21 en décembre, en passant par les futurs exercices budgétaires français en octobre, 2015 est une année cruciale pour répondre aux défis du développement et de l'avenir de notre planète. *« Comment prendre au sérieux ces futurs engagements, si chaque année, les contributions réelles ne cessent de se réduire ? Sans cohérence, sans moyens ambitieux, sans l'exemplarité de la France, ces échéances internationales sont vouées à l'échec et en particulier la COP21 », insiste Christian Reboul administrateur de Coordination SUD et responsable plaidoyer financement du développement à Oxfam France.*

Afin de pallier leurs manquements, les pays riches s'en remettent au secteur privé, et plus particulièrement aux entreprises du Nord, en utilisant l'APD pour stimuler leurs investissements dans les pays du Sud. *« La tendance est à la privatisation de l'aide publique tandis que les enjeux globaux de développement tels que la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire ou l'adaptation au changement climatique requièrent plus que jamais un financement public accru et un encadrement des pratiques du secteur privé », complète Grégoire Niaudet chef de file de la commission Financement du développement de Coordination SUD et chargé de plaidoyer au Secours catholique – Caritas France.*

*« Nous attendons de la cohérence entre les discours et les actes mais surtout une volonté politique renouvelée pour que de nouveaux crédits soient réellement débloqués dès le prochain exercice budgétaire, en priorité sous forme de subventions, pour les pays les plus pauvres », conclut Bruno Rivalan, directeur France de Global Health Advocates.*

Si la France veut rester crédible sur la scène internationale face aux enjeux de développement, elle doit donner un signal fort !

\*\*\*\*\*

### **Contact presse :**

Bénédicte Bimoko, [bimoko@coordinationsud.org](mailto:bimoko@coordinationsud.org) - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19.

**Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement** est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 150 ONG, dont une centaine via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.